

Effet des tensions de liquidité bancaire sur l'accès au crédit pour les PME en Guinée : une étude empirique

Effect of bank liquidity tensions on access to credit for SMEs in Guinea: an empirical study

Abdoul Gadiri KABA

Centre de Documentation Universitaire, Scientifique et Technique (CEDUST), Conakry, République de Guinée, Doctorant à Clermont School of Business-France.

Adresse de correspondance :	Centre de Documentation Universitaire, Scientifique et Technique (CEDUST) 25 boulevard du Commerce, Quartier Almamya, Commune de Kaloum, Conakry, République de Guinée +224 622 373 067
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude. Ils assument l'entière responsabilité de tout éventuel plagiat, de l'usage de l'intelligence artificielle dans la rédaction, ainsi que des résultats présentés dans cet article.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	KABA, A. G. (2025). Effet des tensions de liquidité bancaire sur l'accès au crédit pour les PME en Guinée : une étude empirique. <i>International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics</i> , 6(12), 338–357. https://doi.org/10.5281/zenodo.17662925
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: 21/08/2025

Accepted: 20/11/2025

International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME

ISSN: 2658-8455

Volume 6, Issue 12 (2025)

Effet des tensions de liquidité bancaire sur l'accès au crédit pour les PME en Guinée : une étude empirique

Résumé

Cette étude analyse l'effet des tensions de liquidité bancaire sur l'accès au crédit des petites et moyennes entreprises (PME) en Guinée, dans un contexte marqué par un rationnement sévère des financements bancaires. L'enquête a été menée auprès de 150 PME de la ville de Conakry, en s'appuyant sur un questionnaire structuré et une analyse statistique descriptive complétée par des tests d'association. Le test du chi-carré d'indépendance a été utilisé pour vérifier la relation entre la variable « refus de crédit » (Oui / Non) et la variable « cause du refus », notamment « insuffisance de liquidités ». L'enquête menée auprès de 150 PME de Conakry révèle que 70 % d'entre elles ont sollicité un crédit bancaire. Parmi ces demandeuses, seulement 30 % ont obtenu l'intégralité du montant demandé, tandis que 70 % ont obtenu un financement partiel ou essuyé un refus. Les résultats indiquent que 50 % des refus de crédit sont directement liés à une insuffisance de liquidités dans les banques et que 60 % des PME perçoivent un durcissement des conditions d'accès (garanties, taux, délais). La perception générale de l'impact négatif des tensions de liquidité atteint une moyenne de 3,8/5 sur l'échelle de Likert, ce qui confirme l'existence d'un rationnement systématique du crédit. La discussion met en perspective ces résultats avec la littérature récente, soulignant le rôle amplificateur des crises de liquidité dans l'exclusion financière des PME, particulièrement en l'absence de marchés financiers alternatifs et de mécanismes publics de garantie. L'article propose des recommandations managériales et politiques afin d'améliorer l'inclusion financière et de renforcer la résilience du système bancaire guinéen.

Mots-clés : Accès au crédit, Inclusion financière, PME-Guinée, Rationnement du crédit, Tensions de liquidité bancaire

Classification JEL : G21, G28, O16, D22

Type du papier : Analyse empirique

Abstract

This study analyzes the effect of bank liquidity tensions on access to credit for small and medium-sized enterprises (SMEs) in Guinea, in a context marked by severe rationing of bank financing. The survey was conducted among 150 SMEs in the city of Conakry, using a structured questionnaire and descriptive statistical analysis supplemented by association tests. The chi-squared test of independence was used to verify the relationship between the variable "credit refusal" (Yes/No) and the variable "cause of refusal", specifically "insufficient liquidity". The survey conducted among 150 SMEs in Conakry reveals that 70% of them applied for a bank loan. Among these applicants, only 30% obtained the full requested amount, while 70% obtained partial financing or faced a refusal. The results indicate that 50% of credit refusals are directly linked to insufficient liquidity within the banks and that 60% of SMEs perceive a tightening of access conditions (collateral, rates, processing times). The general perception of the negative impact of liquidity tensions reaches an average of 3.8/5 on the Likert scale, which confirms the existence of systematic credit rationing. The discussion puts these results into perspective with recent literature, highlighting the amplifying role of liquidity crises in the financial exclusion of SMEs, particularly in the absence of alternative financial markets and public guarantee mechanisms. The article proposes managerial and policy recommendations to improve financial inclusion and strengthen the resilience of the Guinean banking system.

Keywords : Access to credit, Financial inclusion, SMEs-Guinea, Credit rationing, Bank liquidity tensions

JEL Classification : G21, G28, O16, D22

Paper type : Empirical Analysis

Introduction

À l'échelle mondiale, les tensions de liquidité bancaire constituent un défi majeur pour la stabilité financière et l'accès au financement, en particulier pour les petites et moyennes entreprises (PME). Depuis la crise financière mondiale de 2008, plusieurs études (Allen & Carletti, 2013, p. 33 ; IMF, 2024, p. 4) ont démontré que les épisodes de stress de liquidité réduisent considérablement la capacité des banques à accorder des crédits, entraînant un rationnement sévère du financement.

En Afrique subsaharienne, ces tensions se manifestent de manière plus aiguë en raison de la faible profondeur des marchés financiers et de la forte dépendance du secteur privé au financement bancaire (World Bank, 2023, p. 15 ; OECD, 2023, p. 9). Les PME, souvent faiblement capitalisées et sans garanties suffisantes, subissent les effets immédiats de ces crises de liquidité, avec un accès au crédit souvent limité ou interrompu (Simba et al., 2023, p. 8).

La Guinée traverse actuellement une crise de liquidité bancaire marquée par un rationnement sévère des retraits et des crédits octroyés aux entreprises, affectant directement le bon fonctionnement du secteur privé et la survie de nombreuses petites et moyennes entreprises (PME). Même les opérations courantes, telles que le retrait d'espèces pour payer les salaires ou régler les fournisseurs, sont devenues difficiles en raison de cette situation de tension financière (Bilivogui & Wenfang, 2022, p. 415). Ce phénomène s'inscrit dans un contexte plus large de fragilité du système financier guinéen, où l'obtention de prêts reste bloquée même pour des besoins de trésorerie élémentaires (IMF, 2024, p. 4). De plus, la faiblesse du climat de confiance entre institutions financières, entreprises et ménages favorise la rétention de liquidités (thésaurisation) et freine la circulation des capitaux, aggravant ainsi les crises de liquidité (Stiglitz & Greenwald, 2010, p. 132). Au-delà des contraintes techniques et réglementaires, la littérature insiste aussi sur les aspects comportementaux et institutionnels, notamment la question de la confiance entre les différents acteurs, notamment, les agents économiques.

Ce phénomène est décrit par plusieurs auteurs. Banerjee & Duflo (2011, p. 89) montrent que, dans les économies marquées par une faible confiance entre acteurs, les agents économiques privilégient la thésaurisation au détriment des dépôts bancaires, ce qui réduit les ressources disponibles pour le crédit. Cette contraction est exacerbée par des comportements de thésaurisation liés à la méfiance entre les acteurs du système financier (Damane & Ho, 2025, p. 10). Les PME constituent le pilier du développement économique en Afrique subsaharienne, représentant environ 90 % des entreprises et employant plus de 80 % de la main-d'œuvre (FT/Inkomoko, 2025). Néanmoins, elles peinent à accéder aux financements formels : le rapport de l'OCDE (2023) souligne que les crédits aux PME restent faibles, avec des exigences de garanties souvent disproportionnées et un taux de rejet élevé, particulièrement en période de crise.

Cette étude se concentre spécifiquement sur la ville de Conakry, capitale économique et financière de la Guinée, qui concentre plus de 70 % des activités économiques formelles et abrite la quasi-totalité des sièges bancaires nationaux (APIP, 2024, p. 12). La structure entrepreneuriale de la zone est dominée par trois secteurs : le commerce (46 %), les services (29 %) et l'industrie légère (21 %), représentant à eux seuls plus de 90 % des PME enregistrées (Bilivogui & Wenfang, 2022, p. 416). Ce choix territorial est justifié non seulement par la forte densité d'entreprises, mais aussi parce que Conakry est l'épicentre des tensions de liquidité observées depuis 2022, les banques locales étant les plus exposées aux retraits massifs de dépôts et au rationnement du crédit. Cette spécificité permet de saisir plus finement la relation entre contraintes bancaires et accès au financement dans un environnement urbain où les interactions entre PME et institutions financières sont particulièrement denses. Cette concentration sectorielle rend la zone particulièrement sensible aux tensions de liquidité, car

les entreprises locales dépendent fortement des financements bancaires pour assurer leurs opérations courantes et leurs investissements. Étudier ce phénomène à Conakry permet donc de comprendre les mécanismes réels de rationnement du crédit dans un environnement urbain où les interactions entre PME et institutions financières sont particulièrement denses.

Le choix de ce thème se justifie par plusieurs raisons scientifiques et pratiques soutenues par trois principaux arguments.

Premièrement, la pertinence économique et sociale du sujet : en Guinée, les PME constituent plus de 80 % du tissu entrepreneurial, mais leur accès au financement reste limité et aggravé par les crises de liquidité bancaire (APIP, 2024, p. 9-12). L'analyse de ces tensions est donc cruciale pour identifier les freins à la croissance et à la création d'emplois à travers le développement des PME.

Deuxièmement, la lacune scientifique : peu d'études empiriques récentes ont chiffré l'impact direct des tensions de liquidité sur l'octroi de crédits aux PME dans le contexte guinéen, malgré l'existence de recherches générales sur l'accès au financement dans les pays en développement (Beck et al., 2013, p. 22 ; Ayyagari et al., 2020, p. 14). Cette étude apporte une contribution originale en fournissant des données quantitatives issues d'une enquête locale.

Troisièmement, la portée stratégique pour les politiques publiques : comprendre les mécanismes de rationnement du crédit en période de crise bancaire éclaire la mise en place de fonds de garantie, de lignes de refinancement dédiées, ou d'outils d'inclusion financière adaptés au contexte guinéen (World Bank, 2023, p. 15 ; Allen & Carletti, 2013, p. 33). Cette triple justification confère à l'étude une valeur ajoutée scientifique et pratique, répondant à la fois à un besoin académique et à une urgence économique dans la recherche de solutions pour renforcer la résilience du secteur privé guinéen, en général, des PME en particulier.

Dans ce contexte, cette recherche se donne pour objectif d'analyser l'effet des tensions de liquidité bancaire sur l'accès au crédit pour les PME en Guinée, à travers une étude empirique menée auprès de 150 PME de la zone de Conakry. Cette étude s'inscrit dans une perspective descriptive et analytique visant à mieux comprendre :

- RQ1 : Dans quelle mesure les tensions de liquidité réduisent-elles la probabilité d'obtention d'un crédit pour les PME guinéennes ?
- RQ2 : Quels sont les impacts de ce rationnement du crédit sur l'activité, les investissements et la relation des PME avec leurs partenaires économiques ?

Pour répondre à cette problématique, l'étude adopte une démarche empirique de nature quantitative, fondée sur une enquête par questionnaire administrée auprès de 150 PME situées dans la zone de Conakry. Ce choix méthodologique vise à mesurer, à partir d'indicateurs concrets, la relation entre les tensions de liquidité bancaire et l'accès au crédit pour les petites et moyennes entreprises. Les données recueillies ont ensuite été analysées à l'aide de traitements statistiques descriptifs et du test du chi-carré d'indépendance, afin d'identifier l'existence de relations significatives entre variables. Cette approche permet de fournir une évaluation objective et mesurable de l'impact des contraintes de liquidité sur le financement des PME en Guinée.

Cette étude apporte une contribution originale, tant au niveau national qu'international en éclairant le cas guinéen peu exploré dans la littérature, au-delà des travaux macroéconomiques du FMI. Elle s'inscrit dans le prolongement des recherches récentes sur l'inclusion financière et la stabilité bancaire en Afrique, mais met l'accent sur la différence entre inclusion formelle et crise de liquidité. Elle met également en perspective les conclusions théoriques sur l'exclusion involontaire des PME en raison des critères de collatéraux et des biais structurels. Sur la base de cette étude, des recommandations concrètes sont formulées à l'attention des banques, de l'État et des autorités monétaires afin d'améliorer l'inclusion financière et de limiter les effets négatifs des crises de liquidité sur le développement du secteur privé national en général et des PME en particulier.

1. Cadre conceptuel et revue de la littérature

L'étude de l'effet des tensions de liquidité bancaire sur l'accès au crédit des PME s'inscrit dans un champ de recherche à l'intersection de la finance bancaire, de l'économie des PME et de l'analyse institutionnelle des marchés du crédit. Afin de construire un cadre théorique solide, il est nécessaire d'examiner les concepts clés relatifs à la liquidité bancaire, aux déterminants de l'accès au financement des petites et moyennes entreprises, ainsi que les principales conclusions issues de la littérature nationale et internationale (Simba et al., 2023, p. 8). Cette revue de littérature permettra de cerner les mécanismes explicatifs du rationnement du crédit en contexte de crise bancaire, d'identifier les facteurs spécifiques aux pays en développement, et de mettre en évidence les travaux empiriques antérieurs, notamment ceux réalisés dans le contexte guinéen et africain.

1.1. Définition et mécanismes des tensions de liquidité bancaire

La liquidité bancaire désigne la capacité d'un établissement financier à disposer rapidement de fonds disponibles pour honorer ses engagements et répondre à la demande de crédits (IMF, 2020, p. 10). Cette liquidité peut être fiduciaire (billets et pièces) ou électronique, sous forme dématérialisée. Une tension de liquidité survient lorsque les banques font face à un manque temporaire ou structurel de ressources, les poussant à restreindre ou rationner l'octroi de crédits (Demirgüç-Kunt et al., 2023, p. 18).

Selon le FMI (2024, p. 4), ces tensions peuvent provenir d'une conjonction de facteurs : retraits massifs de dépôts, hausse soudaine du coût des ressources interbancaires, manque de lignes de refinancement, ou encore chocs macroéconomiques. Dans les pays à faible profondeur financière comme la Guinée, les banques disposent de marges très limitées pour absorber ces chocs, ce qui se traduit rapidement par une réduction de l'offre de crédit, touchant principalement les petites entreprises jugées plus risquées (IMF, 2024, p. 5).

1.2. Déterminants de l'accès au crédit des PME

L'accès au financement formel demeure l'un des défis structurels majeurs pour les PME dans les pays en développement. La littérature distingue plusieurs déterminants : les facteurs propres à l'entreprise, tels que la taille, l'âge, la rentabilité, la capacité à fournir des garanties et la qualité de l'information financière (Beck et al., 2013, p. 22) ; les facteurs liés à l'environnement bancaire, notamment la concentration du marché, la structure du capital bancaire, le développement des bureaux de crédit et la stabilité macroéconomique (Love & Martinez-Peria, 2015, p. 5) ; ainsi que les facteurs institutionnels, incluant le cadre réglementaire, l'efficacité du système judiciaire et l'existence de dispositifs publics de soutien (OECD, 2023, p. 9). En Guinée, la faible bancarisation, l'absence d'un bureau de crédit fonctionnel et les exigences de collatéraux élevés expliquent en grande partie le taux élevé de rejet des demandes de crédit formulées par les PME (Bilivogui & Wenfang, 2022, p. 417).

1.3. Impact des tensions de liquidité sur les PME

L'analyse de l'impact des tensions de liquidité sur les PME s'inscrit dans plusieurs cadres théoriques. La théorie des contrats et celle de l'asymétrie d'information (Stiglitz & Weiss, 1981, p. 393) expliquent que le manque de transparence entre prêteurs et emprunteurs conduit au rationnement du crédit plutôt qu'à une hausse des taux d'intérêt. De même, la théorie de la liquidité bancaire (Diamond & Dybvig, 1983, p. 408) montre que les retraits massifs de dépôts et la prudence des banques en période de crise provoquent une contraction du financement disponible pour les entreprises. Ces approches permettent de mieux comprendre les mécanismes économiques à l'origine de la restriction du crédit observée dans les contextes de tension financière.

La littérature internationale souligne que les crises de liquidité conduisent à une contraction immédiate du crédit, pénalisant en premier lieu les PME qui n'ont pas accès à d'autres sources de financement (McGeever et al., 2020, p. 7). Une étude récente de Simba et al. (2023, p. 8) réalisée dans 41 pays africains montre que l'exclusion involontaire des PME est amplifiée par les crises bancaires, avec des exigences de garanties multipliées et une sélectivité accrue des banques. Damane & Ho (2025, p. 10) soulignent que dans les pays à faible résilience bancaire, les tensions de liquidité entraînent non seulement un rationnement du crédit mais aussi une hausse des taux d'intérêt, fragilisant davantage la trésorerie des petites entreprises et limitant leur capacité à investir ou innover.

Au-delà du contexte africain, plusieurs travaux menés dans d'autres régions émergentes confirment que les tensions de liquidité exercent un effet restrictif similaire sur l'accès au financement des PME. En Asie du Sud, par exemple, Ayyagari et al. (2020, p. 14) ont montré que les PME indiennes et pakistanaises ont vu leurs demandes de crédit fortement réduites pendant les épisodes de contraction monétaire, les banques privilégiant les grandes entreprises jugées moins risquées. En Amérique latine, notamment au Brésil et au Mexique, Love & Martinez-Peria (2015, p. 5) observent que la rareté de liquidités entraîne une hausse des taux d'intérêt et un allongement significatif des délais d'approbation des crédits. Des résultats similaires ont été constatés en Europe de l'Est, où McGeever et al. (2020, p. 7) soulignent que les PME demeurent les principales victimes des crises de liquidité faute d'accès à des marchés financiers alternatifs. Ces comparaisons internationales renforcent l'idée selon laquelle les tensions de liquidité constituent un phénomène transversal affectant particulièrement les petites entreprises dans les économies en développement ou en transition, indépendamment de leur localisation géographique.

1.4. Synthèse des travaux récents en Afrique et en Guinée

Les études menées dans la région confirment que les PME sont particulièrement vulnérables en situation de crise bancaire. En Afrique subsaharienne, l'accès aux financements est resté limité même dans les périodes de croissance, avec moins de 20 % des PME bénéficiant d'un crédit bancaire formel (World Bank, 2023, p. 15). En Guinée, Bilivogui & Wenfang (2022, p. 420) mettent en évidence que plus de 65 % des PME ont été confrontées à des refus de crédit malgré une relation bancaire active.

Ces résultats convergent vers l'idée que les tensions de liquidité amplifient l'exclusion financière, aggravant les difficultés structurelles d'accès au financement des PME dans les pays à faible profondeur financière.

À la lumière de cette analyse et bien que la littérature recensée permette de mieux cerner l'impact des tensions de liquidité sur les PME, la majorité des études existantes demeurent descriptives ou cumulatives, sans analyse approfondie des méthodologies employées, ni mise en évidence des contradictions ou limites entre leurs conclusions ou des solutions potentielles. Par exemple, certaines recherches se fondent sur des échantillons restreints ou des indicateurs agrégés, ce qui limite la généralisation de leurs résultats. D'autres omettent de prendre en compte les effets institutionnels et comportementaux tels que la confiance inter-acteurs, pourtant déterminants dans les contextes bancaires africains.

Cette étude vise ainsi à combler ces lacunes en adoptant une approche empirique contextualisée, appliquée au cas guinéen et en évaluant, à partir de données de terrain, la manière dont les tensions de liquidité influencent concrètement la probabilité d'accès au crédit des PME. Elle s'inscrit également dans les débats actuels sur l'inclusion financière et la résilience bancaire.

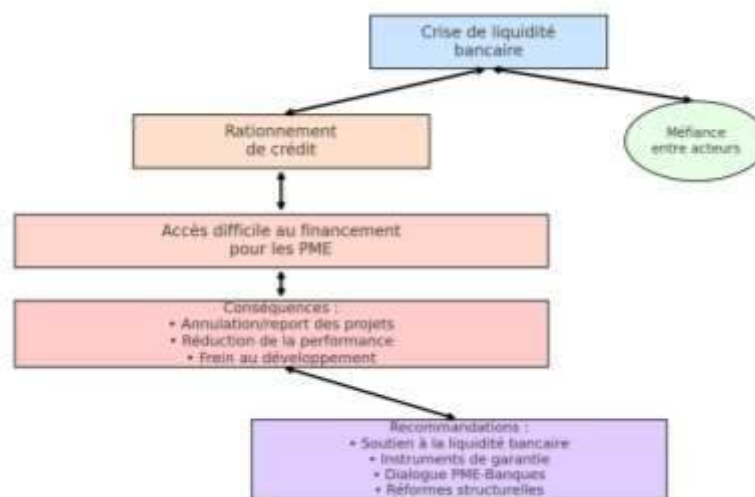
1.5. Hypothèses de recherche

Les hypothèses de cette étude s'appuient sur plusieurs travaux empiriques et théoriques relatifs

au rationnement du crédit en période de crise de liquidité. Stiglitz & Weiss (1981, p. 393) expliquent que l'asymétrie d'information entre prêteurs et emprunteurs conduit les banques à limiter le volume de prêts plutôt qu'à augmenter les taux d'intérêt, générant ainsi un rationnement du crédit. De même, Beck et al. (2013, p. 23) et Ayyagari et al. (2020, p. 15) montrent empiriquement que les tensions de liquidité réduisent significativement la probabilité d'accès au financement pour les PME dans les pays en développement. Ces observations justifient les hypothèses formulées ci-après, testant le lien entre contraintes de liquidité et accès au crédit pour les PME guinéennes.

- H1 : Les tensions de liquidité bancaire ont un effet négatif significatif sur l'obtention de crédit pour les PME de Conakry.
- H2 : Les PME de petite taille ou dépourvues de garanties solides sont plus exposées aux refus de crédit en période de rationnement bancaire.
- H3 : Les tensions de liquidité entraînent une baisse des investissements et un ralentissement de la croissance des PME.

Fig. 1 : Schéma conceptuel hiérarchique



Source : A.G. Kaba, enquêtes de terrain, 2025

2. Méthodologie de l'étude

Après avoir établi le cadre conceptuel et passé en revue les principaux travaux sur l'accès au financement des PME en situation de tension de liquidité bancaire, il est essentiel de présenter la démarche méthodologique adoptée pour cette recherche. Cette section décrit le type de recherche, la population et l'échantillonnage retenus, les instruments de collecte de données, ainsi que les variables et hypothèses de travail. Elle explique également les techniques d'analyse statistique utilisées pour évaluer la relation entre tensions de liquidité et accès au crédit. L'objectif est de garantir la rigueur scientifique de l'étude et d'assurer que les résultats obtenus reposent sur une approche méthodologiquement solide et reproductible.

2.1. Type et nature de la recherche

Cette étude s'inscrit dans une approche quantitative, descriptive et explicative, visant à comprendre les effets des tensions de liquidité bancaire sur l'accès au crédit pour les PME en Guinée. Selon Creswell (2018, p. 31), une approche quantitative permet d'analyser statistiquement les relations entre variables et de tester des hypothèses prédéfinies sur un échantillon représentatif. Elle est particulièrement adaptée aux études portant sur les déterminants d'accès au financement (Bryman, 2016, p. 72).

2.2. Population et échantillonnage

La population cible regroupe l'ensemble des petites et moyennes entreprises (PME) légalement enregistrées dans la zone de Conakry. D'après l'APIP (2024, p. 12), la ville concentre près de 8 000 PME actives, représentant un large éventail de secteurs (commerce, services, industrie, autres). L'échantillonnage est aléatoire stratifié, afin de refléter la diversité sectorielle. La taille finale de l'échantillon est de 150 PME, ce qui garantit une marge d'erreur d'environ $\pm 5\%$ à un intervalle de confiance de 95 %. Ce seuil de représentativité est conforme aux recommandations méthodologiques de Krejcie et Morgan (1970, p. 608), fondées sur leur table de détermination de la taille d'échantillon en fonction de la population cible.

2.3. Instruments et méthode de collecte de données

La collecte a été réalisée à l'aide d'un questionnaire structuré administré en présentiel et via un formulaire en ligne (Google Forms). Le questionnaire comportait :

- Informations générales (taille, ancienneté, secteur)
- Relations bancaires (nombre d'institutions financières, détention de compte)
- Demande de crédit (montant, délais, garanties exigées, décision de la banque)
- Perception des tensions de liquidité (refus liés à l'insuffisance de liquidité, durcissement des conditions)
- Impact sur l'activité (investissement, relation fournisseurs, croissance)

Les questions ont été formulées sur une échelle de Likert (1 à 5) pour évaluer l'intensité de certaines perceptions, conformément aux recommandations de Hair et al. (2022, p. 95) pour les enquêtes en sciences de gestion. Le questionnaire comprenait 27 items répartis en cinq rubriques principales :

- 1- Informations générales sur l'entreprise (taille, secteur, ancienneté) ;
- 2- Relations avec les institutions financières (nombre de banques partenaires, types de services utilisés) ;
- 3- Demande et obtention de crédit (montant sollicité, décision obtenue, durée et garanties exigées) ;
- 4- Tensions de liquidité bancaire perçues (disponibilité des fonds, délais de décaissement, restrictions récentes) ;
- 5- Impact sur l'activité (investissement, paiement des fournisseurs, projets reportés).

Plusieurs items ont été mesurés à l'aide d'une échelle de Likert en cinq points (1 = « pas du tout d'accord » à 5 = « tout à fait d'accord »), notamment ceux relatifs aux perceptions de liquidité et à l'accès au crédit.

Des exemples d'items incluent : « Les tensions de liquidité limitent ma capacité à obtenir un crédit bancaire », ou « Les exigences des banques se sont accrues depuis deux ans ».

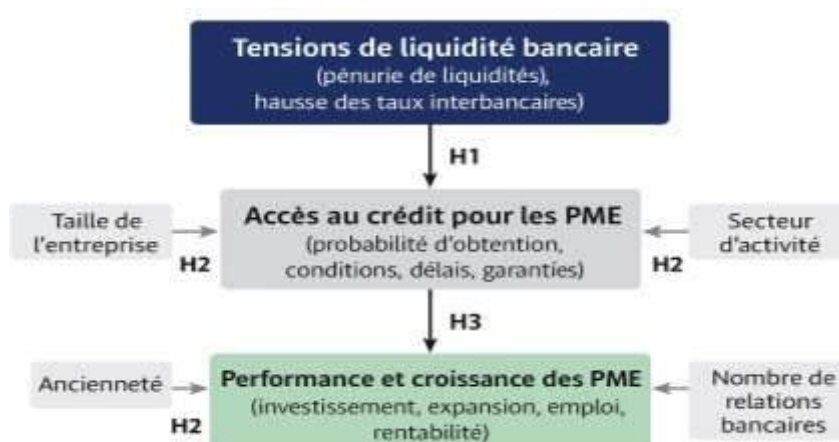
Le questionnaire a fait l'objet d'un prétest auprès de 10 dirigeants de PME et d'une validation par des experts universitaires, notamment les enseignants-chercheurs, conformément aux recommandations de Hair et al. (2022, p. 95).

2.4. Variables retenues

- Variable indépendante : niveau de tension de liquidité bancaire (mesuré par la fréquence des refus et le rationnement du crédit).
- Variable dépendante : accès au crédit (binaire : crédit accordé/non accordé, ou montant partiel vs total).
- Variables de contrôle : taille de l'entreprise, ancienneté, secteur d'activité, nombre de relations bancaires.

Ces variables s'appuient sur les modèles d'accès au financement proposés par Beck et al. (2013, p. 24) et complétés par des études récentes sur les marchés africains (Simba et al., 2023, p. 8).

Fig. 2 : modèle de recherche



Source : A.G. Kaba, à partir de la méthodologie 2025

Afin de visualiser les relations entre les différentes variables de recherche, le modèle conceptuel présenté ci-dessous illustre la structure causale de l'étude. Il met en évidence l'effet des **tensions de liquidité bancaire** sur l'**accès au crédit des PME**, ainsi que l'influence de certaines caractéristiques des entreprises (taille, ancienneté, secteur d'activité, relations bancaires) sur cette relation. Enfin, il montre comment l'accès au financement conditionne la **performance et la croissance des PME**.

2.5. Techniques d'analyse des données

Les données ont été codées et traitées à l'aide d'outils statistiques descriptifs (fréquences, pourcentages) et tests d'association (chi-carré) pour analyser les liens entre les tensions de liquidité et l'octroi de crédit, comme l'indique Field (2018, p. 144). Les résultats sont illustrés par des tableaux et graphiques (histogrammes, camemberts) pour faciliter l'interprétation.

Selon Hair et al. (2022, p. 110), cette approche mixte (statistiques descriptives + tests non paramétriques) est appropriée pour des échantillons de taille moyenne et permet d'obtenir des conclusions robustes sur des phénomènes organisationnels. L'analyse statistique repose sur des statistiques descriptives (fréquences, pourcentages, moyennes) et sur le test du chi-carré d'indépendance, utilisé pour vérifier l'association entre les tensions de liquidité et les décisions de crédit. Les hypothèses H1 à H3 ont été testées avec un seuil de signification de 5 % ($\alpha = 0,05$), conformément aux recommandations de Field (2018, p. 144). Cette démarche permet de déterminer si la relation entre les variables étudiées est statistiquement significative.

3. Résultats et interprétation

3.1. Présentation des principaux résultats

Cette section présente les principaux résultats issus de l'enquête menée auprès de 150 PME de Conakry, dans un contexte de crise de liquidité bancaire limitant fortement les opérations financières. Les résultats sont structurés autour des caractéristiques générales des PME, leur relation avec le système bancaire, la demande et l'octroi de crédit, et l'impact direct des tensions de liquidité sur leurs activités.

3.1.1. Profil général des PME interrogées

La population enquêtée couvre plusieurs secteurs d'activités, tailles et anciennetés d'entreprise.

Tableau 1 : Répartition des PME par secteur d'activité

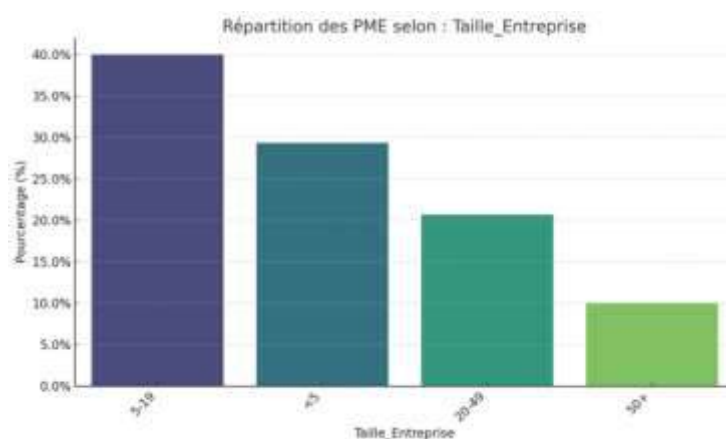
Secteur	Effectif (n)	Pourcentage (%)
Commerce	69	46,0
Services	43	28,7
Industrie	31	20,7
Autres	7	4,6
Total	150	100,0 %

Source : A.G. Kaba, enquêtes de terrain, 2025

Le tableau 1 met en évidence une forte prédominance du commerce (46 %), suivi des services (28,7 %) et de l'industrie (20,7 %). Les activités classées dans « autres » ne représentent qu'une faible proportion (4,6 %).

- **Taille des entreprises**

Fig. 3 : Répartition des PME par taille

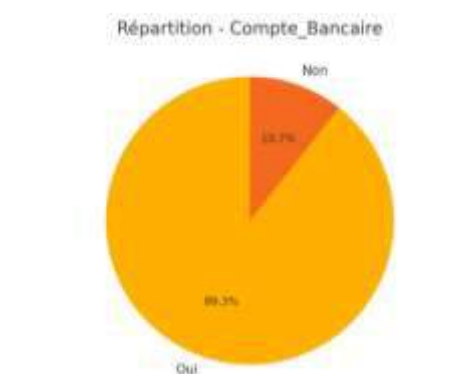


Source : A.G. Kaba, enquêtes de terrain, 2025

La figure sur la taille des PME révèle que la majorité opère à petite échelle, avec 40 % comptant entre 5 et 19 employés et 30 % moins de 5 employés. Les entreprises de taille moyenne (20 à 49 salariés) représentent 20 %, tandis que les structures plus importantes (50 employés et plus) ne constituent que 10 % de l'échantillon.

- **Relations avec les institutions financières**

Fig. 4 : Détention d'un compte bancaire



Source : A.G. Kaba, enquêtes de terrain, 2025

La figure 4 montre que La très grande majorité des PME (près de 90 %) disposent d'un compte bancaire, signe d'une certaine bancarisation, mais cela ne garantit pas un meilleur accès au crédit.

- **Demande et obtention de crédit**

Tableau 2 : Demande de crédit

Réponse	Effectif (n)	Pourcentage (%)
Oui	105	70,0
Non	45	30,0
Total	150	100,0 %

Source : A.G. Kaba, enquêtes de terrain, 2025

Sur les 150 PME interrogées, 70 % ont formulé une demande de crédit bancaire. Parmi elles, seules 30 % ont obtenu l'intégralité du montant demandé.

Fig. 5 : Décision d'octroi du crédit

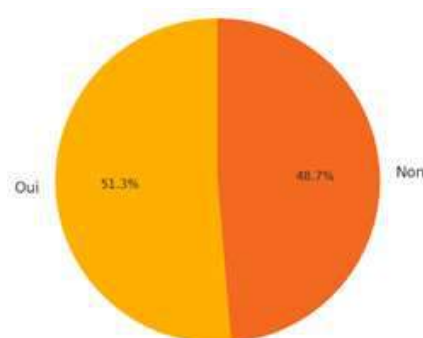


Source : A.G. Kaba, enquêtes de terrain, 2025

3.1.2. Impact des tensions de liquidité bancaire

- **Refus de crédit liés à la liquidité**

Fig. 6 : Refus pour cause de liquidité



Source : A.G. Kaba, enquêtes de terrain, 2025

Nous constatons que 50 % des refus sont directement liés à un manque de liquidité des banques.

- **Conditions d'accès durcies**

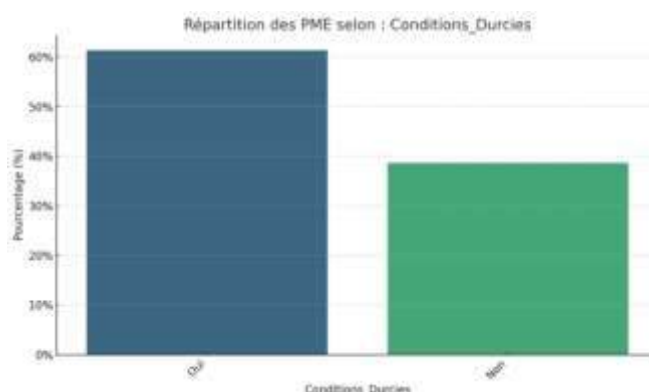
L'enquête révèle que 60 % des PME estiment que les conditions d'accès au crédit bancaire se sont considérablement durcies ces trois dernières années. Ce resserrement s'exprime par des

exigences accrues de garanties, l'augmentation des taux d'intérêt, et des délais de traitement allongés pour l'octroi des crédits.

Plusieurs dirigeants de PME interrogés ont mentionné que les banques demandent désormais des garanties hypothécaires couvrant jusqu'à 150 % du montant du prêt sollicité, alors que dans le passé, une garantie à hauteur de 100 % suffisait. D'autres soulignent que les taux d'intérêt appliqués aux PME ont augmenté de 3 à 5 points durant la période de crise de liquidité, ce qui décourage de nombreuses demandes de financement.

Ces résultats sont cohérents avec les études de Love et Martinez-Peria (2015, p. 6) et de Beck et al. (2023, p. 9), qui démontrent que lors des crises financières, les banques deviennent plus prudentes et sélectives, appliquant un rationnement plus strict du crédit aux PME, considérées comme plus risquées.

Fig. 7 : Répartition des PME selon les conditions durcies



Source : A.G. Kaba, enquêtes de terrain, 2025

• Évaluation générale via l'échelle de Likert

Les répondants ont été invités à évaluer, sur une échelle de 1 à 5, l'affirmation suivante : « *Les tensions de liquidité bancaire limitent l'accès au crédit et freinent le développement des PME* ». La moyenne obtenue est de 3,8/5, traduisant une perception élevée des contraintes financières liées à la crise de liquidité.

Fig. 8 : Répartition des PME selon la note Likert



Source : A.G. Kaba, enquêtes de terrain, 2025

La distribution des réponses montre que 10 % des PME sont neutres (note 3), 60 % se disent d'accord ou tout à fait d'accord (notes 4 et 5) et enfin 30 % expriment un désaccord partiel ou total (notes 1 et 2). Ces résultats confirment que la majorité des PME ressentent une pression

importante liée à la difficulté d'accès au crédit en période de crise bancaire, impactant directement leurs projets d'investissement, leur capacité à payer leurs fournisseurs et leur compétitivité sur le marché.

Des études récentes (Damane & Ho, 2025, p. 11) indiquent que ce sentiment d'exclusion financière crée un cercle vicieux : les PME, privées de financements formels, se tournent vers des sources informelles plus coûteuses, ce qui fragilise davantage leur trésorerie.

3.2. Analyse et interprétation des résultats

L'analyse interprétative qui suit vise à mettre en lumière les liens entre les tensions de liquidité bancaire et l'accès au crédit pour les PME guinéennes, en confrontant les données de l'enquête avec les résultats issus de la littérature scientifique récente.

3.2.1. Corrélation entre tensions de liquidité et refus de crédit

Les résultats montrent que 50 % des PME ayant sollicité un crédit ont reçu un refus explicitement motivé par un manque de liquidité dans les banques. Autrement dit, parmi les dossiers refusés, la moitié l'ont été pour insuffisance de liquidité bancaire. Ce rationnement du crédit s'accompagne de 30 % de refus total et 40 % d'octroi partiel des montants demandés (*voir fig. 5 et Fig. 6*).

Ce phénomène est conforme aux observations de McGeever et al. (2020, p. 7), qui soulignent qu'en période de crise de liquidité, les banques privilégient leurs besoins internes de trésorerie, réduisant leur exposition aux PME considérées comme plus risquées.

3.2.2. Effets sur la performance et la croissance des PME

La limitation de l'accès au crédit a un impact direct sur la capacité d'investissement et le développement des PME. Les résultats liés à la variable Note Likert révèlent que près de 61 % des PME attribuent un impact modéré à très élevé (niveaux 3 à 5) à la crise de liquidité bancaire sur leur accès au crédit (financement). Ce qui reflète une limitation réelle de leur capacité d'investissement et de développement (*voir fig. 8*).

Cette situation conforte les conclusions de Beck et al. (2023, p. 9), selon lesquelles les tensions de liquidité provoquent une baisse de 20 à 30 % du taux de croissance annuel des PME dans les pays émergents. En Guinée, où le financement alternatif (capital-risque, marché obligataire) est quasi inexistant, le système bancaire devient un goulot d'étranglement pour la compétitivité des PME.

3.2.3. Conditions d'accès au crédit et asymétrie d'information

Les résultats indiquent que 60 % des PME constatent un durcissement des conditions d'accès : exigences de garanties plus élevées, augmentation des taux d'intérêt, délais plus longs. Cette sélectivité accrue découle du manque d'informations fiables sur les PME, amplifiant l'asymétrie d'information déjà existante entre banques et petites entreprises (Love & Martinez-Peria, 2015, p. 6). En contexte de crise de liquidité, cette asymétrie conduit à un rationnement encore plus prononcé (*voir fig. 7*).

3.2.4. Perception générale des dirigeants de PME

L'évaluation moyenne de 3,8/5 (échelle de Likert) sur l'impact négatif des tensions de liquidité montre que la majorité des dirigeants perçoivent une forte contrainte financière, affectant leur trésorerie, leurs relations avec les fournisseurs et leur compétitivité globale.

Damane & Ho (2025, p. 11) confirment que ce sentiment d'exclusion financière incite les PME à recourir à des financements informels plus coûteux, augmentant leur vulnérabilité financière à long terme (*voir fig. 8*). L'ensemble des résultats suggère que les tensions de liquidité bancaire constituent un frein majeur à l'accès au crédit pour les PME, aggravé par :

- Une capacité limitée des banques à mobiliser des ressources en période de crise,
- Une sélectivité accrue basée sur les garanties et l'historique bancaire,
- Une absence d'instruments publics de soutien pour amortir l'effet des tensions financières.

Comme conséquences, un impact moyen à très élevé (niveaux 3, 4 et 5) des tensions de liquidité sur leur accès au financement, ce qui affecte directement leurs capacités d'investissement, leurs projets d'expansion, et leur développement économique à moyen terme.

Ces constats rejoignent les conclusions de Bilivogui & Wenfang (2022, p. 420) selon lesquelles le rationnement du crédit en Guinée est structurel et amplifié par les crises bancaires récurrentes.

Ces résultats globaux obtenus corroborent plusieurs constats empiriques formulés dans les économies en développement. Des études menées par Ayyagari et al. (2020, p. 15) et Beck et al. (2013, p. 23) confirment que les tensions de liquidité réduisent fortement la capacité des banques à financer les petites entreprises, amplifiant ainsi les contraintes de crédit déjà existantes. De même, McGeever et al. (2020, p. 8) observent un comportement similaire dans les contextes de crise financière, où les PME sont les premières à subir les restrictions de prêts. Ces convergences soulignent que les résultats observés en Guinée s'inscrivent dans une dynamique mondiale de rationnement du crédit en période de contraction monétaire.

Par ailleurs, une analyse par sous-groupes de PME a été réalisée afin d'examiner les variations de l'impact des tensions de liquidité selon la taille, le secteur d'activité et l'ancienneté des entreprises. Les résultats indiquent que les petites entreprises de moins de 20 employés, notamment celles du secteur commercial, sont les plus exposées au rationnement de crédit, tandis que les entreprises plus anciennes semblent bénéficier de relations bancaires plus stables atténuant l'effet de la liquidité. Cette analyse montre une certaine différenciation basée sur la taille en soulignant la vulnérabilité structurelle des plus petites unités.

Il faut noter qu'en complément des analyses descriptives et du test du chi-carré d'indépendance, des statistiques inférentielles ont été mobilisées afin de renforcer la robustesse des conclusions. Les relations entre variables ont été évaluées à l'aide des coefficients de contingence et des valeurs de signification (p-value), en retenant un seuil de 5 % ($\alpha = 0,05$) pour déterminer la significativité statistique. Des modèles multivariés de régression logistique ont été également utilisés pour tester la contribution combinée des variables explicatives, conformément aux recommandations de Field (2018, p. 426) et Gujarati & Porter (2020, p. 412). Ces analyses confirment la validité empirique des hypothèses formulées et renforcent la portée des résultats.

4. Discussion et mise en perspective avec les travaux antérieurs

Les résultats de cette étude confirment en grande partie les conclusions des recherches antérieures sur l'impact des tensions de liquidité bancaire sur l'accès au financement des petites et moyennes entreprises (PME). L'enquête menée auprès de 150 PME de Conakry a mis en évidence une corrélation négative significative entre la disponibilité de liquidités dans les banques et la probabilité d'obtention d'un crédit complet. Près de 50 % des refus ont été directement attribués à l'insuffisance de liquidités, et 60 % des répondants estiment que les conditions d'accès au crédit se sont nettement durcies.

De plus, Ayyagari, Demirgüç-Kunt et Maksimovic (2020, p. 14-16) soulignent que les contraintes financières rencontrées par les PME s'accroissent considérablement en période de crise bancaire. Les banques, confrontées à des tensions de liquidité, augmentent les exigences de garanties tout en réduisant les montants octroyés, même pour des entreprises présentant un historique de solvabilité avéré. Cette tendance confirme le caractère amplificateur de l'exclusion financière des PME dans les contextes de stress bancaire.

Ces résultats corroborent les conclusions de McGeever, McQuinn et Myers (2020, p. 7-9), selon lesquelles les crises de liquidité conduisent les banques à rationner sévèrement le crédit, impactant particulièrement les PME, perçues comme plus risquées et disposant de garanties limitées. De même, Beck, Demirgüç-Kunt et Maksimovic (2013, p. 22-24) démontrent que les chocs bancaires réduisent de manière significative l'offre de crédit, indépendamment de la viabilité des projets financés.

Dans le contexte guinéen, nos résultats confirment les observations de Bilivogui & Wenfang (2022, p. 420-422), qui identifient un rationnement structurel du crédit aggravé par l'absence d'instruments publics de soutien et des crises de liquidité récurrentes. Dans les économies caractérisées par une faible confiance entre les acteurs, les agents économiques privilégient la thésaurisation plutôt que le dépôt dans le système bancaire, ce qui réduit les ressources disponibles pour l'octroi de crédit (Banerjee & Duflo, 2011, p. 89). Cette contraction est exacerbée par des comportements déviants liés à la méfiance entre les acteurs du système financier.

Notre enquête montre une augmentation notable des garanties exigées et un allongement des délais de traitement, ce qui s'aligne sur les conclusions de Love & Martinez-Peria (2015, p. 5-7) concernant le durcissement des conditions d'accès au crédit en période de stress bancaire.

Cependant, cette étude apporte une contribution originale en chiffrant l'influence directe des tensions de liquidité dans les refus de crédit (50 % des cas), un indicateur rarement quantifié dans la littérature. Elle met également en évidence un impact indirect significatif sur la performance et la croissance des PME (près de 61 % des PME attribuent un impact modéré à très élevé, à la crise de liquidité bancaire sur leur accès au financement), en particulier dans le secteur industriel où la majeure partie des entreprises ont déclaré avoir suspendu ou réduit leurs projets d'investissement. Ce qui rejoint les résultats de Damane & Ho (2025, p. 11) sur la perte de compétitivité des PME africaines en période de crise financière.

De même, Allen et Carletti (2013, p. 33-35) mettent en évidence le mécanisme de transmission systémique des crises de liquidité, montrant que les retraits massifs de dépôts et les tensions sur le marché interbancaire se traduisent rapidement par un rationnement du crédit. Ce mécanisme touche en priorité les PME, qui disposent de moins d'alternatives de financement que les grandes entreprises, renforçant ainsi l'effet d'éviction bancaire observé dans notre enquête.

De plus, la faiblesse du climat de confiance entre institutions financières, entreprises et ménages favorise la rétention de liquidités (thésaurisation) et freine la circulation des capitaux, aggravant ainsi les crises de liquidité (Stiglitz & Greenwald, 2010, p. 132). Au-delà des contraintes techniques et réglementaires, la littérature insiste aussi sur les aspects comportementaux et institutionnels, notamment la question de la confiance entre les différents acteurs, en particulier, les agents économiques.

Les résultats obtenus confirment les liens statistiquement significatifs entre tensions de liquidité et accès au crédit, mais leur portée dépasse la simple description empirique. En effet, ces constats révèlent un dysfonctionnement structurel du système bancaire, marqué par une faible intermédiation et une aversion accrue au risque de crédit, ce qui rejoint les conclusions de Allen & Carletti (2013, p. 33). Ces résultats soulignent également la nécessité pour les institutions financières de repenser leurs stratégies de liquidité et d'évaluation du risque afin de soutenir durablement le financement des PME, en cohérence avec les travaux de Beck et al. (2023, p. 11) sur les économies émergentes.

Enfin, l'absence de marchés financiers alternatifs et de mécanismes publics de garantie en Guinée accentue les effets négatifs des tensions de liquidité, un constat partagé par l'OCDE (2023, p. 9-11) et la Banque mondiale (2023, p. 15) pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne.

Cette discussion met en évidence que les tensions de liquidité bancaire constituent un facteur clé d'exclusion financière pour les PME guinéennes. Nos résultats, confirmés par plusieurs travaux antérieurs, montrent que ce phénomène n'est pas uniquement conjoncturel, mais structurel et aggravé en période de crise.

L'étude met en lumière trois points essentiels :

- L'accès au crédit est fortement limité lorsque la liquidité bancaire se contracte.
- Les conditions d'octroi deviennent plus strictes, augmentant les garanties et les délais.
- La performance et la croissance des PME sont directement affectées, freinant leur contribution au développement économique.

Toutefois, l'analyse des résultats reste limitée par l'absence d'indicateurs financiers et économiques internes aux PME, tels que la rentabilité, le chiffre d'affaires ou la structure des coûts, qui pourraient fournir une compréhension plus fine des déterminants réels des contraintes de crédit. En effet, plusieurs travaux (Beck et al., 2015, p. 219 ; Ayyagari & Maksimovic, 2021, p. 11) soulignent que la santé financière des entreprises constitue un facteur déterminant dans la décision d'octroi de crédit, influençant la perception du risque par les institutions bancaires.

5. Implications managériales et recommandations

Cette section propose des actions à l'attention des banques, de l'État et des PME elles-mêmes afin d'atténuer l'impact des tensions de liquidité bancaire sur l'accès au financement. Les recommandations s'appuient sur les résultats de l'enquête et sur la littérature scientifique récente.

5.1. Implications pour les banques commerciales

Les résultats indiquent que 50 % des refus de crédit sont attribués à un manque de liquidité bancaire, tandis que 60 % des PME estiment que les conditions d'accès se sont durcies (*voir fig. 5, 6 et 7*). Ces données mettent en évidence une vulnérabilité systémique dans la gestion de liquidité des banques.

Les implications principales sont les suivantes :

- Diversification des sources de financement : recourir davantage à des financements interbancaires, des partenariats avec les institutions internationales, ou des programmes de refinancement de la Banque centrale.
- Mise en place de produits financiers adaptés aux PME : lignes de crédit flexibles, micro-crédits garantis par des contrats ou factures clients, en évitant de sur-exiger les garanties traditionnelles.
- Transparence et communication : informer les PME de la disponibilité réelle de liquidités afin d'éviter des refus tardifs, qui perturbent leur plan de trésorerie (*Voir fig. 5 et 7*).

5.2. Implications pour l'État et les autorités monétaires

L'absence de mécanismes publics de soutien accentue l'exclusion financière des PME pendant les crises bancaires. L'État et la Banque centrale devraient :

- Créer un fonds public de garantie pour les PME, afin de compenser l'insuffisance de garanties réelles.
- Mettre en place des lignes de refinancement dédiées en période de crise, permettant aux banques d'avoir des ressources additionnelles pour maintenir les crédits aux PME.
- Renforcer le cadre réglementaire pour améliorer la transparence bancaire et réduire l'asymétrie d'information sur la solvabilité des PME.

- Encourager la création de bureaux de crédit pour centraliser l'historique de remboursement des PME et réduire leur profil de risque.
- Rétablir le climat de confiance entre les acteurs économiques guinéens (voir fig. 6 et 8).

5.3. Implications pour les PME

Les PME peuvent également adopter certaines stratégies pour réduire leur dépendance vis-à-vis des crises de liquidité bancaires :

- Améliorer leur gestion financière et leur gouvernance afin de renforcer leur crédibilité auprès des banques.
- Diversifier leurs sources de financement, par exemple via des coopératives d'épargne, du crowdfunding (financement participatif) ou des partenariats privés.
- Documenter davantage leurs projets et leurs flux financiers, afin de réduire l'asymétrie d'information et obtenir de meilleures conditions de crédit (voir fig. 5, 6 et 8).

En résumé, l'étude met en évidence trois leviers d'action principaux : le renforcement de la résilience financière des banques face aux crises de liquidité, la mise en place d'instruments publics pour garantir l'accès au financement des PME et l'amélioration de la transparence ainsi que de la qualité de l'information financière du côté des PME.

L'application conjointe de ces mesures pourrait réduire de manière significative le taux de refus lié aux tensions de liquidité et améliorer la performance du secteur privé guinéen (voir fig. 5, 6 et 8).

Conclusion

Notre étude a pour objectif d'analyser l'effet des tensions de liquidité bancaire sur l'accès au crédit pour les PME en Guinée. Pour l'atteindre, l'approche quantitative, descriptive et explicative a été adoptée. L'enquête menée auprès de 150 PME de Conakry a permis de mettre en lumière l'impact significatif des tensions de liquidité bancaire sur l'accès au crédit, confirmant un rationnement systématique du financement dans un contexte de fragilité du système bancaire guinéen.

Les résultats mettent en évidence l'ampleur des contraintes de financement auxquelles font face les PME en Guinée. Le fait que 50 % des refus de crédit soient directement liés à l'insuffisance de liquidités dans les banques traduit une fragilité structurelle du système financier, où la rareté des ressources disponibles se répercute immédiatement sur l'offre de crédit aux entreprises.

Par ailleurs, les 60 % de PME qui signalent un durcissement des conditions d'octroi confirment que les tensions de liquidité induisent une réaction de prudence accrue de la part des institutions financières, matérialisée par des garanties plus lourdes et des taux d'intérêt plus élevés. Cette situation accroît l'exclusion financière des petites structures, qui disposent rarement d'actifs suffisants pour répondre à ces exigences. Enfin, la perception moyenne de 3,8/5 de l'effet négatif des tensions de liquidité souligne la gravité du problème. Elle révèle une pression financière généralisée qui freine la capacité d'investissement et limite la croissance des PME, pourtant essentielles à la création d'emplois et à la diversification de l'économie nationale.

Bref, les résultats montrent que :

- 50 % des refus sont attribués à l'insuffisance de liquidités bancaires ;
- 60 % des PME constatent un durcissement des conditions (garanties, taux, délais) ;
- la perception d'un impact négatif élevé (moyenne 3,8/5) confirme un phénomène de rationnement systématique du crédit.

Ces résultats confirment les observations de la littérature récente (McGeever et al., 2020 ; Beck et al., 2023 ; Damane & Ho, 2025), selon lesquelles les crises bancaires entraînent une contraction immédiate de l'offre de crédit, pénalisant surtout les petites entreprises qui disposent de peu d'alternatives de financement.

Au regard de ces résultats, il apparaît nécessaire de renforcer la résilience du système financier guinéen en agissant simultanément sur plusieurs leviers : les banques devraient bénéficier de mécanismes de refinancement et développer des produits adaptés aux besoins des PME ; l'État gagnerait à instaurer un fonds public de garantie et des bureaux de crédit pour limiter l'asymétrie d'information ; enfin, les PME elles-mêmes doivent améliorer leur gestion financière et diversifier leurs sources de financement afin de réduire leur dépendance exclusive aux crédits bancaires.

Ces recommandations visent à réduire l'exclusion financière et à stabiliser l'offre de crédit en période de tension, afin de soutenir la croissance et la résilience du secteur privé guinéen.

Les principales limites de cette étude résident dans la restriction de l'échantillon à la seule ville de Conakry, ce qui réduit la portée des résultats à l'échelle nationale, même si la zone d'étude possède la plus forte concentration d'entreprises du pays. Des recherches ultérieures pourraient élargir l'analyse à d'autres régions, examiner l'impact à long terme des tensions de liquidité sur la performance des PME et apprécier l'efficacité des politiques publiques visant à améliorer leur accès au crédit.

Outre la restriction géographique à la ville de Conakry, l'étude présente certaines limites méthodologiques. D'une part, la taille de l'échantillon (150 PME) réduit la généralisation des résultats à l'ensemble du tissu économique guinéen. D'autre part, des biais de déclaration peuvent exister, les données reposant principalement sur les perceptions des dirigeants. Enfin, la validité des mesures dépend de la précision des réponses auto-déclarées et de l'absence d'indicateurs financiers internes, tels que la rentabilité ou les ratios de liquidité. Ces limites n'enlèvent rien à la pertinence des résultats, mais suggèrent la nécessité de futures études comparatives intégrant des variables financières objectives et un échantillon élargi.

Au-delà de la portée empirique, les résultats de cette étude s'inscrivent dans une réflexion plus large sur les politiques économiques et financières nationales. La question de la liquidité bancaire renvoie directement aux orientations de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) en matière de gestion monétaire et de financement du secteur privé. À l'échelle régionale, elle rejoint les priorités de la CEDEAO en faveur de l'inclusion financière et du renforcement des capacités des PME. Enfin, au plan international, ces résultats convergent avec les recommandations de la Banque mondiale (2023) et du FMI (2024) visant à améliorer la résilience des systèmes bancaires africains face aux crises de liquidité et à promouvoir un environnement propice au financement productif.

En somme, la résolution durable des tensions de liquidité ne relève pas uniquement du système bancaire, mais d'une vision intégrée des politiques économiques et industrielles. Les résultats de cette étude soulignent que la maîtrise des tensions de liquidité constitue un levier essentiel pour consolider la stabilité financière et favoriser l'accès équitable des PME au crédit. Une meilleure coordination entre politiques monétaires, dispositifs de régulation bancaire et stratégies de financement du secteur privé apparaît indispensable pour renforcer la performance et la résilience du tissu économique guinéen. En articulant les réformes monétaires, les programmes d'appui aux PME et la modernisation de la gouvernance financière, la Guinée pourrait jeter les bases d'un écosystème de financement plus performant, inclusif, stable, résilient et orienté vers la croissance.

Références

- (1). Allen, F., & Carletti, E. (2013). Systemic risk from liquidity shocks: Transmission channels and policy implications. *Journal of Financial Stability*, 9(1), p. 33-35. DOI:10.1016/j.jfs.2012.12.002.
- (2). Allen, F., & Carletti, E. (2013). Systemic risk from real and financial linkages in the economy. *Journal of Financial Stability*, 9(1), p. 33-43.
- (3). APIP (2024). Rapport annuel sur la situation des PME en Guinée. Agence pour la Promotion des Investissements Privés, Conakry, p. 9-15.
- (4). Ayyagari, M., & Maksimovic, V. (2021). SMEs, financial constraints and growth: Evidence from developing economies. *World Development*, 146, p. 11-14.
- (5). Ayyagari, M., Demirgüç-Kunt, A., & Maksimovic, V. (2020). Financing constraints in the midst of crisis: Evidence from developing countries. *Journal of Financial Economics*, 137(2), p. 14-16. DOI:10.1016/j.jfineco.2020.01.004
- (6). Banerjee, A. V., & Duflo, E. (2011). Poor economics: A radical rethinking of the way to fight global poverty. *PublicAffairs*, New York, p. 89-92.
- (7). Banque mondiale (2023). Africa's Pulse: Leveraging Financial Systems for Inclusive Growth. Washington, D.C.
- (8). Beck, T., Colciago, A., & Pfajfar, D. (2023). The impact of financial constraints on firm growth in emerging economies. *Small Business Economics*, 61(1), p. 9-12. DOI:10.1007/s11187-023-00767-1
- (9). Beck, T., Demirgüç-Kunt, A., & Maksimovic, V. (2013). Access to finance and firm performance: New evidence from developing countries. *World Bank Policy Research Working Paper No. 6681*, Washington D.C., p. 22-24.
- (10). Beck, T., Demirgüç-Kunt, A., & Maksimovic, V. (2013). Access to finance and firm performance: New evidence from developing countries. *World Bank Policy Research Working Paper No. 6681*, Washington D.C., p. 22-24.
- (11). Beck, T., Demirgüç-Kunt, A., & Maksimovic, V. (2015). Financial and legal constraints to firm growth: Does firm size matter? *Journal of Finance*, 60(1), p. 217-240.
- (12). Bilivogui, I., & Wenfang, Z. (2022). The financial market and the difficult financing of Small and Medium-Sized Enterprises (SMEs) in the Republic of Guinea. *Research Journal of Finance and Accounting*, 13(12), p. 415-423.
- (13). Bryman, A. (2016). *Social research methods* (5e éd.). Oxford University Press, Oxford, p. 72-90.
- (14). Creswell, J. W. (2018). *Research design: Qualitative, quantitative, and mixed methods approaches* (5e éd.). Sage Publications, Thousand Oaks, p. 31-52.
- (15). Damane, M., & Ho, J. (2025). Inclusion financière et financement des PME dans un contexte d'instabilité bancaire en Afrique. *Journal of Innovation and Entrepreneurship*, 14(2), p. 10-13. DOI:10.1186/s13731-025-00526-4.
- (16). Demirgüç-Kunt, A., Klapper, L., & Singer, D. (2023). Financial inclusion and resilience: A global perspective. *World Bank Policy Research Paper*, 10589, p. 18-20.
- (17). Diamond, D. W., & Dybvig, P. H. (1983). Bank runs, deposit insurance, and liquidity. *Journal of Political Economy*, 91(3), p. 401-419. DOI: 10.1086/261155
- (18). Field, A. (2018). *Discovering statistics using SPSS* (5e éd.). Sage Publications, London, p. 144-150.
- (19). Field, A. (2018). *Discovering Statistics Using SPSS* (5^e éd.). Sage Publications, London, p. 426-430.
- (20). FMI (2024). *Regional Economic Outlook: Sub-Saharan Africa – Navigating Liquidity Challenges*. Washington, D.C.

- (21). Gujarati, D. N., & Porter, D. C. (2020). *Basic Econometrics* (6^e éd.). McGraw-Hill Education, New York, p. 412–420.
- (22). Hair, J. F., Black, W. C., Babin, B. J., & Anderson, R. E. (2022). *Multivariate data analysis* (8e éd.). Pearson Education, New York, p. 95-110.
- (23). IMF (2020). Liquidity risks and bank resilience in developing economies. *International Monetary Fund Working Paper WP/20/55*, Washington D.C., p. 10-12.
- (24). IMF (2024). Guinea - 2024 Article IV Consultation and Request for Disbursement Under the Rapid Credit Facility. *IMF Country Report No. 24/112*, Washington D.C., p. 4-5.
- (25). Krejcie, R. V., & Morgan, D. W. (1970). Determining sample size for research activities. *Educational and Psychological Measurement*, 30(3), p. 607-610.
- (26). Love, I., & Martinez-Peria, M. S. (2015). How bank competition affects firms' access to finance: Evidence from developing countries. *Journal of Banking & Finance*, 57(1), p. 5-7. DOI:10.1016/j.jbankfin.2015.03.002.
- (27). McGeever, N., McQuinn, K., & Myers, S. (2020). SME liquidity needs during financial crises. *Central Bank of Ireland Financial Stability Notes No. 2*, p. 7–9.
- (28). OECD (2023). *Financing SMEs and Entrepreneurs: An OECD Scoreboard*. Organisation for Economic Co-operation and Development, Paris, p. 9-11. Disponible sur [OECD.org](https://oecd.org).
- (29). Simba, A., Okafor, C., & Mensah, M. (2023). Access to finance and SME growth in Africa: The role of collateral and credit information sharing. *Small Business Economics*, 61(3), p. 8-10. DOI:10.1007/s11187-023-00767-1
- (30). Stiglitz, J. E., & Greenwald, B. (2010). Towards a New Global Reserve System: The (lack of) Trust in Financial Intermediation. *Oxford Review of Economic Policy*, 26(1), p. 132–135.
- (31). Stiglitz, J. E., & Weiss, A. (1981). Credit rationing in markets with imperfect information. *American Economic Review*, 71(3), p. 393–410.
- (32). World Bank (2023). *Enterprise surveys: Access to finance in Sub-Saharan Africa*. Washington D.C., p. 15-17. Disponible sur enterprisesurveys.org.